

[Text]

limited seasons for taking salmon. The type of year has been closely regulated. There have been committees of fishermen and government officials to manage the runs of each river. On the East Coast there has been practically nothing, it has just been a wide open fishery. What we really need are effective regulations and good escape-ments to allow the runs in the rivers to rebuild.

Mr. Crouse: Why has no action been taken to bring in legislation on the Atlantic Coast comparable to the legislation on the West Coast?

Mr. Davis: We are having great difficulty bringing in the elements of the right kind of legislation. Your friends from Newfoundland freely tell me that there will be shooting if we insist on all the fishermen being licensed let alone limited as to their catch.

Mr. Crouse: Maybe I did not put my question too clearly, Mr. Chairman. The question I put to the Minister is why have we not stated categorically and brought in legislation that Canadians look upon the Atlantic Coast salmon, anadromous species as belonging to the country of origin and therefore we claim those salmon. Have you given any consideration to bringing in that type of bill in the House of Commons? If that were done, I grant you it may be difficult to police, at least we would be setting forth our stand as a nation for everyone to realize that there is opposition and they take our salmon at their peril. We then have to follow through with some type of sanctions, economic sanctions, against the nations that are taking our salmon. We bill them for the catch they have taken, we seek restitution. We cannot just sit idly by and see this wealthy resource literally being stolen away from us without taking a stand. That is my question, Mr. Chairman.

Mr. Davis: I know you know Mr. Crouse that it has been the policy of the Canadian government for at least 15 years that there be no fishing for salmon on the high seas. It has been enunciated time and again. We have pleaded with other nations, we have done everything we could, short of banning their exports to Canada and this kind of thing in order to try and persuade them to stop taking salmon which comes back to our rivers.

• 1155

The Chairman: Mr. Smith, on a supplementary.

Mr. Smith (Northumberland-Miramichi): I have a supplementary but I do not want to take up too much of your time.

Mr. Cyr: I have only one question.

The Chairman: Perhaps, Mr. Cyr, if you do not mind, we could allow Mr. Smith to put a question. He is from the part of the country and I am sure he is very concerned.

Mr. Cyr: No, no; I had the floor and he asked for a supplementary.

[Interpretation]

est limitée depuis 30 ans. Des comités de pêcheurs et de représentants du gouvernement s'occupent des bancs de poissons de chaque rivière. Sur la côte est, on n'a pratiquement rien fait, la pêche a été complètement libre. Ce dont nous avons besoin en réalité, ce sont des règlements efficaces et des déversoirs afin de permettre aux bancs de poissons de se renouveler dans les rivières.

M. Crouse: Pourquoi n'a-t-on pas pris des mesures afin d'avoir pour la côte atlantique des lois comparables à celles qui existent sur la côte ouest?

M. Davis: Il nous est très difficile de réunir tous les éléments pouvant servir à élaborer une loi. Vos amis de Terre-Neuve nous disent bien franchement qu'il y aura de la bagarre si nous insistons pour que tous les pêcheurs obtiennent un permis, et encore plus si nous imposons des restrictions quant à la prise.

M. Crouse: Peut-être n'ai-je pas posé ma question assez clairement, monsieur le président. J'avais demandé au ministre pourquoi nous n'avions pas été catégoriques en faisant des lois pour que les Canadiens considèrent le saumon de la côte atlantique, c'est-à-dire les poissons de l'espèce anadrome, comme appartenant au pays d'origine, et que par conséquent nous réclamons ces saumons. Avez-vous songé à déposer ce genre de projet de loi à la Chambre des communes? Si nous le faisons, j'admets que ce serait très difficile à faire appliquer, mais du moins nous établirions notre position en tant que nation, tout le monde comprendrait qu'il y a une opposition et qu'ils prennent notre saumon à leurs risques et périls. Il nous faudrait ensuite établir un genre de sanctions, des sanctions économiques contre les pays qui prennent notre saumon. Nous pourrions leur présenter une note pour les poissons qu'ils auront pris, nous pourrions exiger des compensations. Nous ne pouvons pas tout simplement regarder en spectateurs cette riche ressource enlevée sous nos propres yeux, sans adopter une attitude ferme. Voilà ma question, monsieur le président.

M. Davis: Vous n'ignorez pas, monsieur Crouse, que le gouvernement canadien a eu pour politique au cours des 15 dernières années, d'interdire la pêche au saumon en haute mer. Nous l'avons proclamé à maintes reprises. Nous avons fait appel aux autres nations, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir, sauf de bannir leurs exportations au Canada et ce genre de choses. Nous essayons de les persuader d'arrêter de prendre le saumon qui revient vers nos rivières.

Le président: M. Smith pose une question supplémentaire.

M. Smith (Northumberland-Miramichi): J'aurais une question supplémentaire à poser, mais je ne veux pas abuser de votre temps.

M. Cyr: Je n'ai qu'une question à poser.

Le président: Si vous voulez bien, monsieur Cyr, nous pourrions peut-être permettre à M. Smith de poser une question. Il vient de cette région du pays, et je suis certain qu'il est très intéressé à la question.

M. Cyr: Non, j'avais la parole et il a demandé à poser une question supplémentaire.